

## **Compte rendu du Bureau National Solidaires du 05/03/2015**

**Présents** : 17 participants dont : Sud Rail, Sud PTT, Sud Santé Sociaux, Sud Recherche, Sud Education, Sud BPCE, Sud Protection Sociale, SUD Industrie, Sud CAM (Crédit Agricole), UNIRS (Solidaires Retraités), Solidaires Etudiants et SNA BF Solidaires.

### **Ordre du jour : Matin (3h30)**

1. Situation sociale et initiatives de mobilisation : - suite intersyndicale du 17 février, journée du 9 avril (actions et revendications) – journée des droits de femmes du 8 mars, - 21 mars manifestation anti raciste, - campagne « dette » du CAC.
2. Bilan forum Convergence des mouvements sociaux du 28 février.
3. Point d'info Trésorerie.

### **Après-midi (3h)**

4. Questions internationales : - Blockupy blocage de la BCE à Francfort le 18 mars jour de l'inauguration des nouveaux locaux, - Formation internationale les 18 et 19 juin 2015 à l'AGECA Paris 11°, - Forum Social Mondial 2015 à Tunis du 24 au 28 mars.
5. Rappel des enjeux des Utopiques et de l'urgence à s'inscrire.

Un sixième point concernant **la journée du 31 mars sur le thème du financement de la protection sociale** a été ajouté à l'ordre du jour en début de séance.

### **1. Situation sociale et initiatives de mobilisation.**

Présentation par un membre du BN (Denis).

L'offensive gouvernementale continue, passage en force de la loi Macron avec l'utilisation du 49.3, annonce de réflexions autour du dialogue social, des 35 heures, du bilan de l'ANIT, du CICE...

Le feu roulant des réformes prévues fait planer un réel danger sur l'emploi en général. La loi Macron est toujours dans le circuit parlementaire mais au Sénat la droite est majoritaire et ses amendements ne vont pas aller dans le sens d'un mieux disant social. Les étudiants et les salariés du commerce, premiers impactés par le travail du dimanche et de nuit restent mobilisés.

Par ailleurs la question des salaires et du niveau de vie reste cruciale (lutte en cours dans les magasins Séphora), panne des négociations aussi bien dans le privé que dans la fonction publique, de même que celle des retraites complémentaires (proposition de fusion AGIRC-ARCO, calendrier des négociations ouvert du 17 février jusqu'à fin juin, CGT et FO sont contre). Il est aussi question du report éventuel du versement des retraites complémentaires, de modifier l'indexation

de celles-ci, ou encore de revoir le système des pensions de réversion, mesure qui, si elle était adoptée toucherait de plein fouet un public essentiellement féminin (plus de veuves que l'inverse).

Dans nos objectifs, la question des services publics qui continue d'être un sujet fort de mobilisation, en particulier dans la santé (projet de loi santé, question du tiers-payant), doit être mise en exergue dans les revendications de la **journée du 9 avril**, dans la perspective de la préparation de l'initiative de Gueret au mois de juin.

Dans le contexte post-attentats du mois de janvier, où l'on constate une profonde division du pays et la montée dans les sondages du Front National, l'intersyndicale du 17 février était attendue depuis longtemps pour amorcer la remobilisation. Elle a abouti à un appel (FO CGT CFDT FSU et Solidaires) le 9 avril prochain. La grève et les manifestations du 9 avril doivent être une réussite afin de servir de tremplin à la constitution de forces (associatives, syndicales...) pour faire reculer, sur le plan syndical, les idées véhiculées par l'extrême droite et aborder les questions religieuses au travail : voile, salle de prière, repas spécifiques....

La difficulté pour les équipes de terrain à préparer la mobilisation du 9 avril va être de gérer les relations plus que tendues entre la CGT (qui souhaite une démonstration de force nationale afin de montrer ses muscles après l'affaire Lepaon) et FO qui revendique des actions départementales ou régionales (notamment à Marseille et Toulouse où FO est bien implantée). Quant à la FSU, elle connaît de fortes hésitations de positionnement après l'échec de son appel (seule) le 3 février. Une des ses principales composantes, le SNES, bloque l'appel à la grève aussi, à aujourd'hui, la FSU s'associe à la journée du 9 avril sans ouvertement appeler à la grève.

La multiplicité des sujets de mécontentement rend délicate la traduction par la rue des nombreux appels à mobilisation. C'est pourquoi Solidaires a choisi un message simple pour son tract d'appel « **De meilleurs salaires et des emplois en travaillant toutes et tous, ni la nuit ni le dimanche** ».

**La manifestation du 8 mars**, journée mondiale des femmes, sera cette année plus particulièrement axée sur l'aspect travail du dimanche (départ de la manifestation à 14h30 place de la Bastille). Ce sera également le jour du départ de la Marche Mondiale des Femmes. Une action « coup de poing » est prévue à Bastille à 13h devant un magasin de fringues « éthiques » mais maltraitant ses employés. Enfin, toujours le 8 mars,, une action est prévue à 10 heures pour soutenir les personnels de la Maternité des Lilas, toujours en sursis.

Les questions liées à la montée du Front National nous imposent de rester vigilants car sa présence et ses idées marquent fortement le débat public. C'est pourquoi Solidaires répondra présent lors de la

journée internationale de l'antiracisme, à l'appel du collectif sans papiers et du DAL notamment, **le 21 mars prochain.**

**Forum social mondial 2015** : une délégation d'une cinquantaine de personnes (Santé Sociaux, PTT, Education, Etudiants, Recherche EPST, Douanes, collectivités territoriales plus le Secrétariat National de Solidaires) sera présente à Tunis. Un stand Solidaires sera tenu (à tour de rôle par les membres de la délégation) avec du matériel spécifique (plaquettes de présentation de Solidaires en français, arabe, anglais et castillan, appel du réseau syndical international en diverses langues également etc. De plus, un appel à volontaires est lancé afin d'animer au jour le jour le blog Solidaires.

Parmi les ateliers/débats proposés, on peut citer :

- Emploi, Syndicalisme et Transformation sociale et écologique
- Syndicalisme et lutte des femmes
- Renforcer les réseaux de luttes syndicales dans le monde
- La sauvegarde des services publics comme outils fondamentaux de cohésion sociale
- Des mesures urgentes pour une justice fiscale au service des citoyens
- Investissement à impact social : le nouveau visage du capitalisme financier pour piller les secteurs de la santé, de l'action sociale et de la protection du même nom
- La construction d'une protection sociale universelle, sans frontières ni barrières
- L'éducation n'est pas une marchandise, ni ici ni ailleurs.

Enfin, parmi les partenaires, outre Solidaires, on peut citer en France, Attac et la FSU et à l'international, le Syndicat National autonome des Personnels de l'Administration Publique (Algérie), l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (secteurs poste et télécoms), la Confédération Nationale des Employés (Belgique) et la Confédération Syndicale Nationale du Québec....

Par ailleurs, le CAC, collectif social regroupant syndicats, associations et quelques partis politiques (PC et NPA) souhaite réactiver une mobilisation sur la dette française avec la réalisation d'un contre argumentaire à ce que l'on entend dans les médias (dette de 600€ par français). Une journée d'actions « **Assiégeons la Banque de France** » sera organisée **le 14 mars**, en régions mais surtout à Paris Bastille où un « mur de la dette » devrait être construit.

## **2. Bilan forum convergence des mouvements sociaux du 28 février**

Présentation par un membre du BN (Catherine).

Si la participation a été plus que mitigée (100 présents pour 300 escomptés) avec une relative diversité des présents, écologistes, association de chômeurs, marche mondiale des femmes, Attac etc. les débats ont été fort riches, notamment sur les questions d'autres formes d'action telles que la grève sociale (Italie) ou l'autogestion (Grèce).

Les participants ont planché sur quelles idées concrètes à mettre en place par les participants et le type d'actions communes possibles entre les différents mouvements sociaux sur le terrain. La première action sera la réalisation d'une information mensuelle sur la précarité, les chiffres du chômage etc.

### **3. Point d'info Trésorerie**

Présentation par le Trésorier (Sébastien).

Les comptes 2014 seront réalisés par le cabinet Altéria et les documents financiers présentés au BN du mois de mai, après vérification du commissaire aux comptes. La comptabilité a été reprise en interne depuis janvier 2015 (mi-temps CEFI et mi-temps Solidaires). Une commission de contrôle (SUD CAM, SUD PTT, Santé Sociaux et Finances Publiques).

Le compte de résultat, comparatif entre produits et charges, fait apparaître un coût de congrès (Dunkerque) de 255 000€ et un déficit de 37 400€ (dont 23 600 de participations non reçues ou partiellement). Les participations non reçues ont été enregistrées en créances pour l'année 2015. Si le reste des versements est reçu au cours de 2015, le déficit sera ramené à 13 800€.

Le budget de Solidaires est essentiellement composé des participations des OS et Solidaires locaux (4€ par adhérent, 4,25€ exceptionnellement en 2015). En 2014, 385 800€ ont été reçus et 5 structures n'ont pas réglé lors cotisation, malgré de multiples relances. Les autres produits se sont élevés à 130 300€. Le total des dépenses s'élève à 622 400€. Avec un total de produits de 516 100€ et un total de charges de 622 400€, le budget réalisé 2014 présente un déficit de 106 300€.

La commission de contrôle financier s'est réunie le 20 février et a décidé de l'envoi d'une énième relance aux structures défaillantes pour leur demander leur motivation. La Trésorerie de Solidaires est fragile et extrêmement tendue et ne dispose ni de fond de roulement ni de réserves. La question est simple, Solidaires est une nécessité et, au vu de nos besoins d'actions revendicatives, de développement et de structuration interprofessionnels, on doit lui donner les moyens d'exister, il faut donc réfléchir à la continuité. Deux possibilités, augmenter les cotisations ou réduire la voilure.

Faisant partie des débiteurs partiels du congrès, le SNABF a indiqué que la décision de faire participer les structures au maximum de leur délégation possible (quelle que soit le nombre de la délégation) lui apparaissait comme une décision léonine. N'ayant envoyé aucune délégation au Congrès, nous avons reçu une facture pour 8 participants et nous avons réglé pour 6. D'autre part, Solidaires dispose-t-il de fonds propres permettant d'absorber le déficit.

Un débat houleux s'est ensuite déroulé, en vrac il fallait être présent, les cotisations à Solidaires sont trop ou pas assez élevées (selon les structures), il faut réfléchir à d'autres financements, pondération des cotisations selon le montant de l'adhésion, partie fixe et partie modulable, etc.

A la question du SNABF sur les fonds propres, il est répondu qu'en 2010, Solidaires disposait de 670 000€. Le résultat de l'exercice 2011 (année de congrès) a été de -170 000€, celui de 2012 de - 55 000€, celui de 2013 de - 22 000€ et 2014 sera de -106 300€. Il reste donc à ce jour environ 200 000€ de fonds propres, soit environ 6 mois d'exercice.

Enfin, les membres du BN sont extrêmement pointilleux dans leurs dépenses qui ont été réduites au maximum.

#### **4. International : Blockupy, Formation Internationale, Forum Social Mondial.**

**Blockupy** : La manifestation et les blocages de la BCE à Francfort le 18 mars prochain sont l'objet d'un « évènement Facebook » et, plus sérieusement, se situent dans un double contexte : les décisions de la BCE et des institutions européennes de tenter de combattre la déflation en Europe en injectant des liquidités (hors Grèce) et la confrontation avec le gouvernement grec sur la question de la dette et des politiques d'austérité.

Solidaires est engagé dans la coordination internationale Blockupy depuis 2012. L'échéance du 18 mars est l'occasion de participer à la construction d'un mouvement européen d'expression de solidarité avec le peuple grec et de volonté de construire ensemble des mobilisations contre l'austérité et les politiques européennes. Cette coordination comprend, entre autres, en France Attac, les Marches Européennes, la FSU, le NPA, Ensemble, Alternative libertaire et Solidaires, en Allemagne Attac, la gauche interventioniste, Die Linke, les syndicats DGB et IGMétal (région Francfort). Des délégations de nombreux pays sont attendues, Italie, Belgique, Pays Bas, Autriche, Suède et dans une moindre mesure Espagne, Portugal et Grèce. En France, sont prévus au minimum un bus de Paris, un de Lille, un de Lyon, un de Strasbourg et un de Metz.

Le SNABF a informé les participants d'une initiative ce jour-là des syndicats européens des banques centrales : SCECBU, IPSO, EPSU FSESP EGOD, UNI et Syndicat Européen Trade Union, ce qui a été vivement applaudi par les participants.

A l'initiative de la délégation italienne, une réunion se tiendra à Frankfort le 19 mars afin de débattre sur une extension à d'autres pays de la grève sociale observée en Italie, avec notamment la présence d'Amazone Allemagne.

**Formation internationale** : La formation internationale vise à former les équipes militantes de Solidaires afin qu'elles s'emparent du travail international. Le travail transfrontalier, nécessaire, passe par l'implication réelle des équipes dans les Solidaires locaux. Solidaires part du constat qu'en plus des nécessaires luttes locales dans les entreprises et les services en France, il est nécessaire également de construire un rapport de forces international contre le capitalisme avec les syndicats et organisations qui luttent aussi contre les mêmes attaques dans chacun de leur pays. Il s'agit également de mieux mutualiser le travail international déjà réalisé dans les réseaux internationaux des syndicats et fédérations (SNJ, Santé Sociaux...) afin de croiser les contacts et d'accélérer la construction de la résistance au niveau international. C'est un travail long, qui demande beaucoup de patience et implique une participation des équipes militantes à leur niveau. Une formation s'avère nécessaire tant la réalité du syndicalisme international est complexe et nuancée. Ce travail ne doit pas être laissé à quelques spécialistes de la question. La Formation est prise en charge par Solidaires, le transport, l'hébergement et les repas sont à la charges des OS inscrivantes.

## **5. Rappel enjeux des Utopiques et de l'urgence à s'inscrire**

La plaquette de présentation et le bordereau d'inscription sont parus. Les inscriptions doivent être faites par les structures (pas d'inscription individuelle), coût 340€ (nourriture, hébergement, + location structure) déplacements en sus à la charge des OS. La clôture des inscriptions initialement prévue à fin février a dû être repoussée car le nombre était largement insuffisant.

C'est une initiative dont Solidaires parle et qui est préparée depuis un an. A ce jour le nombre d'inscrits est de 93 (plus une quinzaine ajoutée en séance) alors que la structure a été réservée pour 300. Le coût total du site représente 70 000€ et deux acomptes de 20 799€ versés (le 2<sup>nd</sup> la semaine dernière). A cela s'ajoute les frais de conception, fabrication et envoi de la plaquette pour environ 5 000€ et le coût des invités et/ou intervenants et les troupes de théâtre pour les ateliers et le groupe de rock pour la soirée festive pour environ 8 000€.

En cas d'annulation, avant le 10 mars le dédit est de 10 400€, entre le 10 mars et le 10 avril il s'élèvera à 21 000€ et entre le 10 avril et le 25 mai à 62 000€. Les membres du BN souhaitent un mandat clair et un vote. Un débat assez houleux a suivi : pêle-mêle, toute annulation serait un constat d'échec, il faut attendre le CN de début avril pour constater le nombre réel d'inscriptions (période de vacance), le déficit pourrait être absorbé via une souscription auprès des OS de Solidaires, il serait irresponsable d'aggraver encore le déficit (cf. point Trésorerie)...

Le SNABF a souligné le peu de participants et donc la question de leur légitimité à trancher une question qui risque de peser sur les finances des absents. Une interrogation des OS par mail avant mardi a donc été actée.

## **6. Journée du 31 mars sur la Protection Sociale :**

Il s'agit d'une résolution du Congrès de Dunkerque. Le 31 mars, veille du CN Solidaires une journée spécifique autour du financement de la protection sociale sera organisée. Trois intervenants extérieurs (sociologue, Professeur d'Université et militant associatif) présenteront 3 visions différentes le matin et l'après-midi, le débat sera organisé autour de comment Solidaires avance sur cette question du financement.

**Fin de la réunion, 17h30.**

**Pour le Secrétariat National, Véronique Bergugnat.**